



Revue de Civilisation Contemporaine de l'Université de Bretagne Occidentale  
EUROPES / AMÉRIQUES  
<http://www.univ-brest.fr/amnis/>

## *Mobilisations collectives et femmes immigrées en France*

**Sylvie Thiéblemont-Dollet**  
Centre de recherche sur les médiations  
Université Paul Verlaine-Metz et Nancy 2  
France  
[thieblem@univ-nancy2.fr](mailto:thieblem@univ-nancy2.fr)

Cet article traite du thème de la mobilisation collective au féminin entre 2000 et 2008 par le biais des actions et des paroles de femmes immigrées ou issues de l'immigration, installées en France. Si plusieurs travaux en sciences humaines ont été menés sur les questions relatives à l'immigration, ils ont presque toujours été traités sous l'angle masculin, comme si l'aspect féminin était invisible. Cette analyse portant sur des femmes immigrées menant des mobilisations collectives médiatisées *via* une stratégie de communication élaborée et des prises de parole spécifiques est l'objet de cette contribution.

Cette étude a été menée à partir de l'exemple du mouvement Ni Putes Ni Soumises (NPNS), qui regroupe des militantes exprimant leur sentiment très fort d'être exclues et de subir, dans l'enceinte familiale ou du groupe des origines, ce qu'elles appellent le poids des traditions. Ce qui soulève un certain nombre de questions telles que : quels types d'informations délivrent-ces femmes ? Pourquoi ? Sont-elles crédibles, visibles ? Quelles sont leurs sources ? Comment leurs paroles s'inscrivent-elles ou non parmi d'autres paroles ou réseaux similaires ? Quels en sont les effets ? Ces femmes développant des discours de dénonciation et de revendication, il m'a semblé, en effet, important d'examiner leurs actions en lien avec leurs prises de paroles. Car quelles que soient la forme qu'elles prennent, elles ont presque toujours une fonction particulière qui est celle d'agir comme un contre-pouvoir au discours dominant.

### **La montée en visibilité du mouvement NPNS *via* une stratégie de communication élaborée**

Le mouvement NPNS, présidé par Fadela Amara, est l'émanation du travail militant issu de la Fédération nationale de la Maison des potes (FNMP). Cette activité militante a été conduite pendant de nombreuses années par des « agents sociaux ordinaires » ou

des collectifs ne disposant pas d'un accès routinisé aux forums médiatiques, [mais, ayant réussi] à esquisser des espaces d'expression alternatifs »<sup>1</sup> et à accéder à la prise de parole publique de manière épisodique, intermittente, voire éphémère. Le collectif NPNS s'est, en effet, constitué entre 2001 et 2002, parce que dans le courant de l'année 2000, la FNMP avait été saisie de demandes spécifiques :

*Les victimes de viols appelaient à l'aide, les signalements de mariages forcés augmentaient, de même que les demandes d'hébergement d'urgence émanant de jeunes femmes victimes de violences familiales.*<sup>2</sup>

Rapidement, le collectif s'est fait connaître au niveau national, différents éléments concomitants y ayant contribué, à savoir :

- les travaux réalisés au sein de commissions internes de la FNMP 1989<sup>3</sup> sur les banlieues,

- la nomination en 2000 de Fadela Amara à la commission nationale des femmes de la FNMP suivie de son élection à la présidence de la dite fédération, avec pour réflexion, les conditions des femmes<sup>4</sup>,

- un séminaire de formation, au printemps 2000, sur l'actualité du féminisme. Selon la sociologue, Hélène Orain<sup>5</sup>, militante à la FNMP, les débats entre hommes et femmes auraient été houleux au point que l'idée de ne plus faire participer les hommes aux rencontres aurait émergé à ce moment précis,

- l'établissement de débats sur la situation des femmes de quartier, mais conséquence de l'ambiance du séminaire précédent, sans la présence de représentants masculins,

- et la mise en place, en automne 2001, des États généraux locaux se traduisant par des réunions publiques au cours desquelles ont été distribués aux femmes, des questionnaires portant sur la violence, la sexualité, les traditions et les religions<sup>6</sup>.

Pour annoncer ces États généraux des femmes de quartier, une pétition intitulée « Appel national des femmes des quartiers du 22 octobre 2001. Ni Putes Ni Soumises » a été ensuite diffusée au sein des associations de la FNMP, des associations sympathisantes, des acteurs politiques, des artistes et des médias. Toutes ces actions préalables ont participé d'une stratégie de communication élaborée qui a atteint son objectif avec les États généraux des femmes de quartier, lesquels se sont déroulés à la Sorbonne, les 26 et 27 janvier 2002, à huis clos et sans présence masculine. Ils ont réuni environ 250 femmes, pour la grande majorité, issues de l'immigration, le projet ayant trait à la mise en visibilité du collectif NPNS, dès lors constitué.

Ces États généraux ont été le point d'orgue de plusieurs années de militantisme incluant le recueil de paroles de femmes immigrées, et ils ont été le lancement symbolique du collectif NPNS, dans le cadre duquel ces femmes se sont définies dans une catégorie spécifique en parlant de leur appartenance à un quartier ou une banlieue. Femmes des première et seconde générations, d'une moyenne d'âge variant de 16 à 60 ans, elles sont majoritairement originaires du Maghreb, de l'Afrique de l'Ouest, et pour

---

1 François, Bastien, Neveu, Érik, dirs, *Espaces publics mosaïques – Acteurs, arènes et rhétoriques, des débats publics contemporains*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 30, 1999.

2 Orain, Hélène, « "Ni Putes ni soumises !", les rapports sociaux de genre dans la ville », *Actes de l'association nationale des études féministes*, 2003, p. 92.

3 Fadela Amara a été également responsable de la commission Femmes à la Maison des potes de Clermont-Ferrand à partir de 1989.

4 Cette fédération comprend au moins 300 associations de quartier distinctes depuis 1989.

5 Orain, Hélène, *op. cit.*

6 L'exploitation de ces questionnaires donnera naissance au *Livre Blanc des Femmes de Quartier* en 2002, outil emblématique du futur collectif NPNS.

quelques-unes, de Turquie, voire d'autres régions du monde<sup>7</sup>. Pour des raisons juridiques, le collectif NPNS s'est par la suite constitué, le 14 avril 2003, en association de type loi 1901<sup>8</sup>.

L'émergence rapide et médiatisée de NPNS peut expliquer, pour partie, la levée de boucliers d'intellectuelles féministes, y détectant une concurrence non négligeable, et des problèmes dont elles n'auraient jamais osé faire connaître les difficultés à partir de ce point de vue stigmatisant : femme immigrée ou issue de l'immigration, femme des quartiers ou des banlieues. Ce qui a eu pour effet notoire de démarquer NPNS de mouvements collectifs plus ou moins proches comme Mix'Cité<sup>9</sup>, Les Chiennes de Garde<sup>10</sup> ou La Meute<sup>11</sup>. Enfin, même si le nombre d'adhérents à NPNS varie de 400 à 700 membres selon des observateurs que sont des journalistes ou des militants d'autres associations, aucune donnée chiffrée précise et publique n'existe : se servir de ces résultats pour expliquer la médiatisation du mouvement et sa visibilité croissante serait un indice inexact et trompeur<sup>12</sup>.

---

<sup>7</sup> Les plus âgées restent au foyer et sont sans qualification, alors que les plus jeunes, majoritaires au sein du mouvement, sont diplômées, en recherche d'emploi ou intégrées au monde du travail.

<sup>8</sup> Déclaration au Journal officiel. Numéro d'annonce : 1696 paru le 31/05/2003 sous le titre Association Le mouvement Ni Putes Ni Soumises. Activité(s) : Défense de droits fondamentaux, activités civiques, Recherche, Interventions sociales. Numéro de parution : 20030022. Département (Région) : Paris, Île de France. Lieu parution : Déclaration à la préfecture de police. Type d'annonce : association, création. Déclaration à la préfecture de police. Le Mouvement Ni Putes Ni Soumises. Objet : faire entreprendre toute action susceptible de promouvoir l'égalité des droits entre les hommes et les femmes ; œuvrer par tous les moyens pour construire une nouvelle mixité basée sur le respect conformément aux lois et valeurs de la République ; dénoncer et combattre toutes formes de violence et de discrimination faites aux femmes et notamment dans les quartiers ; soutenir les combats des femmes partout où elles sont bafouées ; promouvoir la liberté et le droit de choisir pour les femmes conformément aux lois et valeurs de la République sans distinction de race, d'opinion, de religion ou de philosophie ; entreprendre des initiatives de revendication ou d'éducation et ce par tous les moyens légaux pour promouvoir l'égalité et lutter contre les ghettos. Siège social : Fédération de la Maisons des potes, 190, Boulevard de Charonne, 75020 Paris. Date de la déclaration : 14 avril 2003. L'association a perçu en 2004, au même titre que les autres associations de la ville de Paris, une subvention de 30 000€. Suite à la nomination de Fadela Amara au secrétariat d'État chargé de la Politique de la Ville, le 19 juin 2007, Malek Boutih a fait savoir, dans un entretien réalisé par Isabelle Mandraud pour *Le Monde* du 26 juin 2007, que Michèle Sabban, membre du bureau national du Parti socialiste, aurait proposé la sanction suivante : la suppression des subventions délivrées par les collectivités socialistes au mouvement Ni Putes Ni Soumises. Cette déclaration qui laisse entendre que le mouvement aurait été financé, pour partie, par le Parti socialiste, s'inscrit dans les nombreuses allégations ayant eu cours depuis 2001 à ce propos, mais aucune d'entre elles n'est vérifiable.

<sup>9</sup> Cette association créée en 1997 s'est déclarée être un espace de débat féministe, mixte, anti-sexiste et tourné vers la jeunesse.

<sup>10</sup> L'association Les Chiennes de Garde, créée en 1999 à l'initiative de Florence Montreynaud, définit par l'article 2 de ses statuts, l'objectif essentiel de son existence : « Défendre les femmes insultées, injuriées, en raison de leur genre, victimes de discriminations sexistes dans l'espace public, ou par tout moyen de diffusion : courrier, article de presse, tract, photos, ou par tout support d'images, lors de réunions, conférences, interviews, que ce soit par voie de presse écrite, radio, télévision, internet ou autres moyens de communication, avec des injures, allégations, affirmations ou propos sexistes à leur encontre ; que lesdits propos soient destinés à une ou des personnes en particuliers ou à l'encontre des femmes en général ; dénoncer la réalité des violences et des injures sexistes faites aux femmes ; sensibiliser sur ces sujets l'opinion publique par tous les moyens légaux ; agir contre les discriminations et les violences sexistes faites aux femmes ; agir pour faire changer les mentalités sur ces sujets en France et dans le monde ; œuvrer pour un langage moins sexiste et plus généralement défendre la dignité des femmes » (en ligne sur le site de l'association : <http://chiennesdegarde.org/cdgmanifeste/>).

<sup>11</sup> Réseau international, féministe et mixte, engagé depuis 2000 contre la publicité sexiste.

<sup>12</sup> À l'inverse, il est possible de cartographier les espaces et de quantifier le nombre d'habitants pour lesquels les militantes du mouvement se mobilisent à partir des données officielles du ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale. Il s'agit des 751 zones sensibles urbaines de métropole et des territoires d'Outre-Mer qui s'insèrent dans le paysage français regroupant 4,7 millions d'habitants,

## La prise de parole civique fondée sur le *pathos*

Les prises de paroles de ces femmes s'inscrivent dans ce que j'ai appelé le registre du civique, à savoir ce qui concerne la société dans son ensemble, mais également dans le registre du visible, accentué par l'*ethos* et le *pathos*. Si ces prises de parole existent et sont entendues, c'est en raison de la désacralisation de la parole politique, due à une « forme de banalisation de la parole des politiques liées au ressassement, parfois à la trivialisation, d'interventions médiatiques où la parole politique est perçue comme vaine rhétorique »<sup>13</sup>. En faisant concurrence par leur émergence à la parole politique, la parole civique, abondante dans la société contemporaine, participe de cette désacralisation et relève de ces nouvelles formes de participation publique. Les travaux de Chantal Rogerat<sup>14</sup> attestent que, depuis la fin des années 1990, la prise de parole et notamment son utilisation par certains mouvements de femmes servent, certes, leurs revendications, mais deviennent une stratégie et une force collectives, et que ces prises de parole de femmes sont le reflet d'un état de crise sociale et politique. En outre, le bouleversement de la vie de certaines de ces femmes, en raison de facteurs tels que les violences conjugales, la précarité, la discrimination, participe de la cristallisation d'un sentiment d'injustice<sup>15</sup>. Ces éléments – désacralisation de la parole politique et cristallisation d'un sentiment d'injustice – constituent le problème posé par celles-ci comme public et font que d'autres individus (voisins, journalistes, représentants politiques) s'en emparent et l'amplifient.

Dans leur grande majorité, les paroles de ces femmes prennent la forme du témoignage et si l'anonymat est de mise, c'est à la demande des locuteurs, dont les propos sont recueillis par un tiers – militants, journalistes, chercheurs, autres – sans quoi, ils n'auraient jamais pu voir le jour. Ceci posé, ces témoignages relèvent tous de la configuration du problème public qui répond aux questions fondamentales telles que :

*qui ?, quoi ?, à cause de quoi ?, en vue de quoi ?, avec qui ?, contre qui ?, comment ?, quand ?, où ?, de quel droit ?, pour quels intérêts ?, avec quelles conséquences ?*<sup>16</sup>

Car ces prises de parole où la souffrance de ces femmes est dite servent à dénoncer des situations et obtenir des réponses des institutions de l'État, leur multiplicité, leur répétition et leur concordance finissant par leur accorder une assise publique<sup>17</sup>. Et parce qu'elles évoquent incessamment des situations de souffrance, on peut parler d'une rhétorique de la dénonciation qui s'inscrit dans le registre du *pathos*. En effet, au fil du temps, ces femmes se sont aperçues que d'autres femmes supportaient les mêmes

---

soit 8 % de la population française (recensement de 1999), avec 25 % de résidents étrangers ou français par acquisition, dont 32 % ont moins de vingt ans (contre 25 % dans l'ensemble de la France métropolitaine (*Lettre de la délégation interministérielle à la ville*, février 2007).

13 François, Bastien, Neveu, Érik, dirs, *op. cit.*, p. 42.

14 Rogerat, Chantal, « Les mobilisations sociales à l'épreuve du genre », sous la direction de : Bard, Christine, Baudelot, Christian, Mossuz-Lavau, Janine, *Quand les femmes s'en mêlent*, Paris, Éds. de la Martinière, 2004, p. 230-246.

15 Céfai, Daniel, « Qu'est-ce qu'une arène publique ? Quelques pistes pour une approche pragmatiste », sous la direction de Céfai, Daniel, Isaac, Joseph, *L'héritage du pragmatisme. Conflits d'urbanité et épreuves de civisme*, La Tour d'Aigues, Éds. De l'Aube, [http://commonweb.unifr.ch/SocioMedia/Pub/cefai\\_txt/Arenepublique-cefai.pdf](http://commonweb.unifr.ch/SocioMedia/Pub/cefai_txt/Arenepublique-cefai.pdf).

16 Céfai, Daniel, « La construction des problèmes publics. Définition de situations dans des arènes publiques », *Réseaux*, 75, 1996, p. 53.

17 Pailliar, Isabelle, dir., *L'espace public et l'emprise de la communication*, Grenoble, ELLUG, 1995.

difficultés et se sont regroupées ; et, si certaines n'avaient pas de difficultés particulières, elles se sont auto-désignées pour faire connaître celles de femmes qu'elles côtoyaient et pour parler en leur nom. Elles se sont alors trouvées dans la condition de « compatissant »<sup>18</sup>, qui a pour fonction de faire fonctionner « un cercle des lamentations »<sup>19</sup>, soit un espace de parole et de réconfort. Dans cette configuration, le terme stigmaté recouvre les deux attributs qui lui sont classiquement rattachés : physique pour les violences subies, et discrédit moral, à la fois au regard du groupe d'appartenance auquel une femme s'oppose et d'une société d'accueil qui ne l'accepte pas pour des questions de race, de nationalité et de religion<sup>20</sup>.

La parole est donc « leur première arme »<sup>21</sup>, pour dénoncer des conditions de vie qui les soumettent aux *desiderata* des hommes, lesquels leur imposeraient un régime patriarcal : port du voile, interdiction de faire du sport avec des garçons, impossibilité pour une femme enceinte de se faire suivre par un médecin de sexe masculin, etc. « Mettre des mots sur les souffrances plutôt que de voir la violence par les actes, même si les mots sont violents [pour] réveiller les consciences<sup>22</sup> » ou libérer « la parole [...] [parce qu'elle] aide beaucoup de jeunes filles à mettre des mots sur leurs souffrances »<sup>23</sup> équivaut aux stratégies communicationnelles de NPNS. Elles veulent faire savoir que trop longtemps, les mouvements féministes, les syndicats et les partis politiques, les ont oubliées et que, si victimes il y a dans les quartiers et les banlieues, ce sont elles.

Cette rhétorique de la dénonciation qui émerge autour de 2001, dans l'espace médiatique, est toujours à l'œuvre en 2008. Par exemple, la mort de Sohane, brûlée vive à Vitry-sur-Seine, et célébrée chaque mois d'octobre depuis 2002, et les témoignages télévisés répétés de Chahrazad, défigurée suite aux brûlures que lui a infligées un homme en pleine rue, font partie intégrante de ces *stimuli* relevant de la grammaire du *pathos* et destinés à susciter chez le récepteur une émotion quasi-inévitable :

*Je suis brûlée à 60 %, je ne rentre chez moi que les week-end, et le reste de la semaine, je le passe à l'hôpital ; j'ai sans cesse des cauchemars, j'ai peur tout le temps, et je me sens abandonnée par la société, les pouvoirs publiques, les services de police, puisque mon agresseur est toujours en fuite.*<sup>24</sup>

De même, lorsque Kahina témoigne du drame que fut la mort de sa sœur, Sohane, l'*ethos* et le *pathos* sont au rendez-vous : d'abord, par l'état émotionnel que transmet Kahina usant dans son discours d'interjections, de soupirs, d'interrogations, de modulations de la voix puis, par la présentation en arrière-plan d'un *stimuli* qu'est l'immense poster représentant Sohane, en vie et souriante<sup>25</sup>.

---

18 Goffman, Erving, *Stigmaté. Les usages sociaux du handicap*, Paris, Éds. de Minuit, 1975, éd. de 2005, p. 32.

19 *Ibid.*

20 *Ibid.*, pp. 11-15.

21 *Le Livre Blanc des Femmes de Quartier*, Paris, Fédération Nationale des Maisons des Potes, 2002, p. 9.

22 France-Inter, 25 nov. 2005, 8 h20, *Questions directes* avec Fadela Amara.

23 Amara, Fadela, Abdi, Mohammed, *La racaille de la République*, Paris, Éd. du Seuil, 2006.

24 Extrait de témoignage de Chahrazad retranscrit, Journal Télévisé de 20 h, France 2, 08/04/2006.

25 Extrait de *Quand les filles mettent les voiles*, 09/12/2003, Leila Djitli, Arte, 55' : « *Ma sœur Sohane a été transformée en torche vivante. Une véritable exécution. Elle avait simplement osé tenir tête à.... Elle est morte parce que... On sait pourquoi elle est morte maintenant... Mais la beauté ne fait pas tout, quoi ! Être belle, ça peut déranger certaines personnes.*

[Question posée en voix off] : « *Parce que quand on est une fille dans une cité, faut pas montrer sa beauté ?*

Ces formes choisies pour faire connaître ces drames, la répétition des récits dont les messages sont formatés et l'emploi de différents *stimuli*, relèvent, dans ce cadre, de pratiques militantes choisies pour sensibiliser les autres citoyens sur ce qui peut se passer dans certains territoires.

### **La prise de parole au service du « parler vrai » : intimité, émotion et expérience**

Ces paroles qui s'appuient sur une rhétorique de la dénonciation sont nombreuses. La description des sévices moraux ou physiques, le recours à l'exemplification et à l'amplification, le besoin de créer un lien avec un récepteur, sont des éléments qui participent d'une volonté de faire savoir, et de prouver que la prise de parole s'inscrit dans le registre du « parler vrai »<sup>26</sup>. Ces idiomes publics du « parler vrai » sont fondés sur des rhétoriques mettant en œuvre la dénonciation et la revendication, mais encore des registres tels que le juste, le bon et le droit. En cela, ils permettent de faire la preuve, du côté des porte-parole, de civisme en faisant valoir les droits de toutes les femmes immigrées concernées par les mêmes problèmes de violence, de défendre les victimes et les familles de victimes, et pour l'ensemble des femmes concernées, de prévenir, de lutter pour leurs intérêts et les principes qu'elles développent comme le respect de l'autre, l'égalité, la diversité des chances, le mieux vivre ensemble.

Bastien François et Érik Neveu dégagent trois caractéristiques pour expliquer comment des paroles qui font appel au témoignage fonctionnent dans le registre du « parler vrai » : l'intimité, l'émotion (le *pathos*) et l'expérience<sup>27</sup>. Dans les corpus de paroles médiatisées concernant NPNS entre 2001 et 2008, l'usage du « parler vrai » émane souvent de l'intervention d'un tiers comme un journaliste, un représentant politique, un chercheur ou un citoyen lambda, ce qui, ajoute à la construction de sa mise en scène.

L'une des manifestations essentielles de la mise en forme des registres de l'intimité et de l'émotion repose sur un ensemble conséquent de paroles narrant au style direct ou indirect et de manière détaillée, les inhérences des formes d'organisation sociale traditionnelle fondées sur le patriarcat, la ségrégation, les tabous, les règles matrimoniales comme le mariage forcé, la séquestration, la polygamie et toutes les violences sexuelles. Le documentaire *Ni Putes Ni Soumises* (France 2, 27 févr. 2003) en est un bon exemple parce qu'il s'appuie sur l'intervention de deux tiers, celui du reporter et celui de l'interviewé (un jeune homme d'une banlieue parisienne) pour relayer le discours de dénonciation des femmes. Les propos violents que l'interviewé égraine, à visage découvert, devant le micro du journaliste, a pour effet qu'il participe, malgré lui, de la cause que ces femmes défendent. En affirmant qu'il a plus de droits qu'une fille, qu'il est « de son devoir d'en châtier une, quelle qu'elle soit, où que ce soit et de la manière qu'il veut », qu'il peut « la frapper si elle n'a pas l'attitude qu'il faut : baisser les yeux devant un homme, ne pas sortir le soir, ne pas s'habiller de manière provocante, en jupe par exemple, ne pas se maquiller », il active le registre de l'émotion et inverse les rôles.

---

[Kahina] : *Faut surtout passer un peu inaperçue, et ma sœur, c'était pas le cas, elle était grande, mince, elle avait de magnifiques cheveux, des yeux d'une couleur particulière. Elle avait de grosses lèvres, des pommettes, elle était vraiment belle quoi !!! Je pense pas qu'elle était consciente qu'elle était vraiment en danger, quoi ! [soupir]. Ce qui est choquant, c'est que tu peux grandir avec une personne, tu peux avoir fréquenté les mêmes écoles, avoir la même situation et le même statut que cette personne, et cette personne peut t'assassiner quoi !!! Ça, c'est vrai que à la fois, c'est extrême [soupir et larmes], et c'est flippant, ça fait peur.*

26 François, Bastien, Neveu, Érik, *op. cit.*

27 *Ibid.*, p. 33.

Depuis 2004, NPNS a également fait intervenir des femmes au titre de figures féminines emblématiques ayant subi des sévices physiques, celles-ci pouvant faire porter leurs paroles au-delà d'une simple assemblée ou réunion et permettant de mettre en œuvre l'émotion (le *pathos*) et l'expérience vécue. En outre, elles montrent que du statut de victimes, elles sont passées à celui de militantes parlant au nom de celles qui ne peuvent pas ou n'osent pas s'exprimer. Dans le cadre d'une des universités annuelles de NPNS<sup>28</sup>, Rania Al-Baz, journaliste de télévision saoudienne, a tenu cette double fonction : elle a témoigné des brutalités que son conjoint lui avait fait subir au point qu'elle en fût défigurée, de ses souffrances, mais aussi des risques qu'elle avait pris pour lui intenter un procès, et de sa victoire avec la condamnation de ce dernier, à plusieurs mois de prison, et à 300 coups de fouet<sup>29</sup>.

Ces témoignages médiatisés ou non, déversés dans des espaces différents (médias, réunions, assemblées), servent à montrer les différences entre ces femmes et les autres – autres femmes, autres citoyens, Français "français" depuis plusieurs générations – et cherchent à diminuer l'indifférence de ces derniers. Même si les effets n'en sont pas mesurables de façon précise, ils sont perceptibles et relativement quantifiables. Pour NPNS, cela est repérable, d'un point de vue diachronique par : le nombre de personnes signataires de leurs pétitions, les messages de sympathie mis en ligne sur leur site, l'augmentation constante de personnes présentes à leurs actions (marches, universités), avec des personnalités du monde politique et médiatique, les grandes manifestations à succès<sup>30</sup> et le développement croissant de publications émanant des porte-parole du mouvement

Ces stratégies inscrites dans le registre du « parler vrai » impliquent les organes médiatiques qui ont pour fonction d'assumer l'authentification du témoignage. Sylvia Zappi, journaliste au *Monde*, a épousé cette démarche de crédibilisation lorsqu'elle a associé son nom, au livre de Fadela Amara, *Ni Putes Ni Soumises* publié en 2003<sup>31</sup>. Valérie Toranian, rédactrice en chef du magazine féminin *Elle*, en a fait de même par sa participation aux côtés de Fadela Amara ou d'autres militantes du mouvement NPNS, comme participante ou animatrice de tables rondes à différents débats sur le féminisme. Les maisons d'éditions Denoël, La Découverte, Le Cherche Midi, Le Seuil, Thierry Magnier, Oh ! Éditions et Stock<sup>32</sup> ont assuré à leur façon cette fonction de tiers en mettant sur le devant de la scène textuelle, des paroles intimistes livrées au public qu'elles ont labellisées par leur renom. À la télévision, les représentantes de NPNS<sup>33</sup> se sont vues régulièrement accorder un statut de témoin privilégié, même lorsqu'elles n'étaient pas présentes sur le plateau de télévision et qu'une autre personne s'exprimait en leur nom. Le débat télévisé animé par Olivier Mazerolle et Alain Duhamel, *100*

---

28 Université d'octobre 2004 à Dourdan.

29 Certains extraits de ses propos ont été mis en ligne sur le site de l'association Ni Putes Ni Soumises : <http://www.niputesnisoumises.com>

30 L'exposition *Les Mariannes d'aujourd'hui* (Palais Bourbon, 14 juillet/21 août 2003) ; le concert *Total Respect* donné à l'Olympia le 17 janvier 2005 et le projet reconduit chaque année depuis 2006, *Tremplin pour le Respect - Tremplin artistique*.

31 Amara, Fadela, Zappi, Sylvia, *Ni Putes Ni Soumises*, Paris, Éd. La Découverte, 2003.

32 On peut notamment citer (par ordre chronologique) : Bellil, Samira, *Dans l'enfer des tournantes*, Paris, Denoël, 2002 ; Amara, Fadela, Zappi, Sylvia, *Ni Putes Ni Soumises*, Paris, Éd. La Découverte, 2003 ; *Des filles et des garçons*, Paris, Éd. Thierry Magnier, 2003 ; Méliane, Loubna, *Vivre Libre*, Paris, Oh ! Éditions, 2003 ; *Le guide du respect, Filles et garçons : mieux vivre ensemble*, Paris, Éd. Le cherche midi, 2005 ; Amara, Fadela, Abdi, Mohammed, *La racaille de la République*, Paris, Éd. du Seuil, 2006 ; *Mixité(s)*, Paris, Éd. Thierry Magnier, 2007 ; Amara, Fadela, Jacquard, Albert, *Jamais soumis, jamais soumise*, Paris, Éd. du Stock, 2007.

33 Voici les principaux porte-parole : Fadela Amara, Samira Bellil, Sihem Habchi (présidente du mouvement depuis 2007), Safia Labdi, Loubna Méliane, Latifa Zoubir et Mohammed Abdi.

*minutes pour convaincre* du 20 novembre 2003 sur France 2 en est une illustration intéressante. Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure et des Libertés locales, invité à s'exprimer sur le thème de la laïcité, du port du voile et du rôle de l'islam, en direct avec l'islamologue et philosophe, Tariq Ramadan, s'est positionné à la demande d'Olivier Mazerolle, sur le combat de NPNS. Il a accrédité le mouvement et a usé de sa fonction par un argument de posture, pour énoncer devant plus de 6 millions de téléspectateurs<sup>34</sup> que « ces femmes avaient parfaitement raison et que Madame Amara menait un combat remarquable ».

## **Une visibilité croissante des prises de parole publiques**

À force d'être confrontées à différents publics pour dire et défendre leurs points de vue (micro d'un journaliste, caméra, assemblée), les porte-parole de NPNS ont, depuis 2005 environ, intégré le même registre que les femmes politiques, à savoir :

*le modèle pragmatique empathique, [...], ancré dans le quotidien et la vraie vie, [le respect de l'autre], [...], la manifestation fréquente d'une certaine bienveillance et la solidarité, [...], [et] le recours à des dialogues plus ou moins fictifs qui contribuent à rendre plus perceptibles les situations exposées.*<sup>35</sup>

Leurs prises de paroles ainsi construites ont pris place dans l'espace médiatique et se sont vues accréditées par certains acteurs de différentes sphères. Elles ont contribué à ouvrir un débat qui n'a cessé de s'amplifier. Tous ces éléments ont participé de la « contamination de proche en proche »<sup>36</sup> et NPNS a porté le débat au niveau des représentants de l'État. De fait, porte-parole, militantes ou sympathisantes de NPNS ont répété et disséminé leurs paroles afin d'inscrire leurs revendications dans la durée, d'obtenir des réponses et de faire la preuve de leurs compétences pour proposer un projet de société, au-delà du champ de la simple réclamation.

Enfin, pour renforcer leur visibilité et la validité de leurs revendications et outre leurs paroles fondées sur la persuasion, ces femmes ont eu recours au discours certes généralement de type coopératif, mais aussi belliqueux. S'il est peu fréquent, le recours au discours belliqueux a fonctionné et s'est toujours fait sur le mode de la confrontation médiatisée *via* les porte-parole de NPNS : plateaux de télévision, lettres ouvertes dans la presse ou mis en ligne. L'attitude de Samira Bellil, invitée le 9 décembre 2004 à un débat télévisé sur Arte, est révélatrice, à elle seule, de cet usage. En permanence sur la défensive, à l'encontre des autres femmes invitées, au titre de représentantes de mouvements féministes d'autres pays, elle a développé un contre-discours, non pas fondé sur un argumentaire servant à informer et convaincre par la logique du récit, mais sur une scénographie relevant de l'agressivité, voire de la colère<sup>37</sup>, afin de faire la preuve que le mouvement qu'elle représentait était totalement différent de tout autre mouvement de femmes, voire incompatible.

Il en a été de même au sujet des échanges entre Fadela Amara et le sociologue Laurent Mucchielli, suite à la publication, en 2005, de l'ouvrage du chercheur, *Le*

---

34 Selon Médiamétrie, 6 078 480 téléspectateurs ont regardé l'émission, soit un taux d'audience de 23 % avec un pic à 23 heures, soit 7 730 000 téléspectateurs ou 28 %.

35 Bonnaïous, Simone, « "Femme politique" : une question de genre ? », *Réseaux*, 120, 2003, pp. 134-137.

36 Thévenot, Laurent, *L'action au pluriel. Sociologie des régimes d'engagement*, Paris, Éds. La Découverte, 2006.

37 Charaudeau P., Maingueneau D., dirs, 2002, *Dictionnaire d'analyse du discours*, Paris, Éds. du Seuil, 2002, p. 239.

*scandale des tournantes*<sup>38</sup>. Au cours de l'émission de télévision du 15 mai 2005, *Le sexisme dans les banlieues*, animée par Paul Amar<sup>39</sup>, la confrontation entre les deux protagonistes a été violente et aurait pu être interprétée comme un duel<sup>40</sup>. Le sociologue s'est d'emblée trouvé dans une position de faiblesse et sa qualité d'expert s'est effacée. Fadela Amara a, de son côté, centré son discours sur l'aspect dramatique que représentait une tournante et sur « l'inexpérience » de son adversaire qui ne pouvait parler des banlieues pour ne pas y avoir vécu. Quant au chercheur, il tentait en vain de contre-argumenter à partir de données objectives, où le registre de l'émotion n'avait pas sens et où la présentation des tournantes comme généralisation avait été évacuée. Pour lui, penser que les tournantes étaient des actes de violence réservés aux personnes immigrées, issues de l'immigration ou des quartiers, et que certaines banlieues de France s'étaient transformées en « théâtres d'actes intolérables importés et étrangers », relevait d'une vision stéréotypée et inexacte qu'il a, du reste, dénoncé à l'appui de références bibliographiques, d'exemples et de statistiques<sup>41</sup>. En raison de ces travaux au travers desquels Fadela Amara et d'autres militantes de NPNS se sont senties désavouées, Laurent Mucchielli s'est trouvé au cœur d'une situation devenue conflictuelle et qui a pris de l'ampleur : textes signés sous forme de « Lettres ouvertes à Laurent Mucchielli » affluant régulièrement sur le site NPNS pendant plusieurs mois entre 2005 et 2007. Dans *La racaille de la République*<sup>42</sup>, Fadela Amara a, de nouveau, fait allusion à de tels travaux, demeurant dans le registre du mépris, de la colère et de l'incompréhension volontairement affichée, face à ce qu'elle-même a appelé « les deux mondes », celui des quartiers ou des banlieues et celui des autres<sup>43</sup>.

Ce dernier exemple s'explique par le fait que la position du chercheur a été entendue par d'autres publics que NPNS, et qu'en cela, le chercheur est devenu gênant, en raison de son statut lui conférant une potentielle autorité et une forte crédibilité. Ainsi s'est-il vu accuser de mettre en place une stratégie d'empêchement, signifiant qu'il niait en bloc toutes les violences existantes dénoncées par ces femmes. Symboliquement, il a représenté tout ce qui pouvait nier les dénonciations et revendications du mouvement et par conséquent, nuire à l'essence même de son existence.

Par leurs actions et prises de paroles, ces femmes ont montré des manières de militer qui ne rentraient pas dans le cadre spécifique dominant (parti ou syndicat) : elles ont proposé des manières originales d'agir et de procéder. Militantes, sans forcément s'engager dans la durée, voire même sans adhérer au mouvement en tant que tel, elles

---

38 Mucchielli, Laurent, *Le scandale des tournantes*, Paris, Éds. La Découverte, 2005.

39 Émission diffusée dans le cadre de la collection télévisuelle « D'un monde à l'autre » de France 5, laquelle a été rediffusée le 5 juin 2005.

40 Voir la réponse du chercheur du 29/05/2005, mise en ligne sur le site du collectif *Les mots sont importants*, <http://lmsi.net/> « Misère de la télévision spectacle. Pourquoi je ne retournerai pas dans les émissions de Paul Amar ».

41 Ce chercheur s'était inspiré des travaux de l'historienne Nicole Gonthier pour rappeler qu'à la fin du Moyen-Âge, le viol collectif se pratiquait de façon régulière, dans les villes françaises, plus particulièrement dans les milieux aisés et cultivés, et il expliquait que dans les années 60, la chronique par les viols en réunion était attribuée aux blousons noirs.

42 Amara, Fadela, Habdi, Mohammed, *La racaille de la République*, op. cit.

43 *Ibid.*, pp. 139-140 : Même si, dans quelques quartiers, nous sommes décriés par certains qui disent avoir fait des études sociologiques. Ils nous traitent de curiosités anthropologiques. J'aimerais que ces gens posent leur stylo Mont-Blanc et viennent voir ce qui se passe réellement dans les cités. [...]. Comment ces gens peuvent-ils me dire à moi, fille d'immigrés, qui vis dans les cités, qui suis de classe défavorisée, qui m'accroche, tente de me battre, comment peuvent-ils me dire de fermer ma gueule, de retourner dans ma cité et mon ghetto mental ?

ont publicisé des vécus personnels, *via* des témoignages rendus anonymes et fondés sur la répétition et l'émotion. Par leurs pratiques, elles ont rendu visibles des publics – les femmes des quartiers, les immigré(e)s, les jeunes des banlieues – dont la voix ne pouvait s'exprimer auparavant qu'au travers d'organisations légitimes comme les partis et les syndicats<sup>44</sup>. Ces trois publics longtemps exclus de la représentation politique sont devenus à présent des éléments centraux pour créer leur propre mobilisation et organisation collectives. D'ailleurs, de nombreuses populations féminines ou représentant la jeunesse de l'immigration qui ne pouvaient s'exprimer que par délégation, semblent désormais en mesure d'intervenir dans le débat public, même si ce dernier s'est vu parfois parasité par une multitude de discours et de décisions, notamment à l'automne 2005 en raison des émeutes des banlieues, puis au printemps 2007, durant la campagne présidentielle. Ce sont de la faiblesse et de l'inadéquation des partis, syndicats et autres organes de représentation traditionnels en France que se sont nourris ces mouvements protestataires spécifiques, constituant dès lors ce corps social émergent de femmes immigrées ou issues de l'immigration.

---

44 Ion, Jacques, *Le travail social en débats*, Paris, Éd. La Découverte, 2005.